

Circulaire Titre Exécutoire Européen – Omzendbrief Europese Executoriale Titel

Au *Moniteur belge* du 28 octobre 2005, la **Circulaire relative au Règlement (CE) n° 805/2003 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées**, fut publiée.

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 oktober 2005 werd de Omzendbrief betreffende de Verordening (EG) van het Europees Parlement en de Raad nr. 805/2004 tot invoering van een Europese executoriale titel voor niet-betwiste schuldvorderingen, gepubliceerd.

Observations/Commentaar: Henri Storme

1. Depuis le 21 octobre 2005, le Règlement n° 805/2004 portant création d'un titre exécutoire européen (TEE) pour les créances incontestées¹, est applicable². Le Règlement fait à plusieurs reprises référence aux droits nationaux des États membres ou, au moins, exige des précisions dans la législation nationale, ce qui rend indispensables des règles complémentaires dans chaque État membre³. Ceci conduit par exemple les législateurs allemand et néerlandais à adopter une loi d'exécution⁴. En Belgique, le SPF Justice opta pour l'instrument de la circulaire au lieu de nouvelles

¹ JOCE 2004 L 143, 15-39. Parmi les commentaires sur le TEE, voyez notamment: C. BAKER, "Le Titre Exécutoire Européen – Une avance pour la libre circulation des décisions?", *JCP Éd. G.* 2003, 985-991; M. FREUDENTHAL, "De Europese Executoriale Titel en de Europese betalingsbevelprocedure: afstemming van Europese rechtsmaatregelen", *NIPR* 2004, 393-401; P. GHORAIN, "Le titre exécutoire européen", *Rev. not. b.* 2004, 440-450; R. HÜBTEGE, "Braucht die Verordnung über den europäischen Vollstreckungstitel eine ordre-public Klausel?" in H.-P. MANSEL, T. PFEIFFER, H. KRONKE, C. KOHLER et R. HAUSMANN (eds.), *Festschrift für Erik Jayme*, München, Sellier European Law Publishers, 2004, 371-385; E. JEULAND, "Le titre exécutoire européen: un château en Espagne?", *Gaz. Pal.* du 2 et 28 mai 2005, 15-22; H. PEROZ, "Le règlement CE n° 805/2004 du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées", *JDI* 2005, afl. 3, 637-676; K. PITEUS, "Europese executoriale titel", *NjW* 2005, 512-515; A.-M. ROUCHAUD-JOET, "Le Titre exécutoire européen" in G. DE LEVAL et M. STORME (eds), *Le droit processuel et judiciaire européen*, Brugge, La Charte, 2003, 451-455; B. SCHRETTTER, "La création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées: vers une libre circulation des décisions de justice", *REDC* 2004, 154-159; A. STADLER, "Kritische Anmerkungen zum Europäischen Vollstreckungstitel", *RIW* 2004, 801-808; A. STADLER, "Das europäische Zivilprozeßrecht – Wie viel Beschleunigung verträgt Europa?", *IPRax* 2004, 2-11; A. STEIN, "Der Europäische Vollstreckungstitel für unbestrittenen Forderungen tritt in Kraft – Aufruf zu einer nüchternen Betrachtung", *IPRax* 2004, 181-191; H. TAGARAS, "Le Titre Exécutoire Européen" in X., *Quelle justice pour l'Europe?*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 189-203; G. TARZIA, "Il titolo esecutivo Europeo per i crediti non contestati" in B. BACHMANN, S. BREIDENBACH, D. COESTER-WALTJEN, B. HESS, A. NELLE et C. WOLF (eds), *Grenzüberschreitungen – Festschrift für Peter Schlosser zum 70. Geburtstag*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2005, 985-996; B. VAN HET KAAR, "Nieuw Brussels procesrecht: de Europese Executoriale Titel en het Europese betalingsbevel", *NTER* 2005, 32-38; R. WAGNER, "Der Europäische Vollstreckungstitel", *NJW* 2005, 1157-1160; M. ZILINSKY, *De Europese Executoriale Titel – Tijdige tenuitvoerlegging van vermogensrechtelijke beslissingen in de Europese Unie*, Deventer, Kluwer, 2005, 296 blz.

² Les annexes du Règlement furent remplacés par le règlement n° 1869/2005 (*JOCE* 2005 L 300, 6-18).

³ R. WAGNER, *NJW* 2005, 1160.

⁴ Pour les Pays-Bas: Wet van 28 september 2005 tot uitvoering van verordening (EG) nr. 805/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 tot invoering van een Europese executoriale titel voor niet-betwiste schuldvorderingen, *Staatsblad* 2005, nr. 485; pour l'Allemagne: §§ 1079-1086 Zivilprozeßordnung neue Fassung (*BGBI.* I, Nr. 72, 9 décembre 2005, 3361-3362). Sur la loi d'exécution allemande, voyez: B. HESS, "Europäischer Vollstreckungstitel und nationale Vollstreckungsgegenklage", *IPRax* 2004, 493-494;



dispositions législatives. Il s'agit de la Circulaire relative au Règlement (CE) n° 805/2003 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées, publiée – sous un faux titre – au *Moniteur belge* du 28 octobre 2005⁵.

Une question importante est de savoir quelle autorité est compétente pour certifier une décision, transaction judiciaire ou acte authentique en tant que TEE. Le Règlement confie cette tâche à la juridiction d'origine⁶ - sans pour autant préciser la personne ou le fonctionnaire concrètement responsable⁷ - (articles 6, 1, et 24, 1, du Règlement) et, pour les actes authentiques, à « l'autorité désignée par l'État membre d'origine » (article 25 du Règlement). Le même problème se pose relatif aux demandes de rectification ou retrait du certificat de TEE (article 10 du Règlement). La certification ne peut être accordée qu'après un contrôle des conditions énumérées en article 6, 1, du Règlement. Le contrôle porte par conséquent sur des normes plutôt techniques mais essentielles en vue de protéger les droits de défense et un procès équitable. La doctrine souligne que le contrôle des conditions de l'article 6, 1, du Règlement ne soit pas simple et ne manque pas à exiger que celui-ci soit effectif⁸. Dans la littérature française, l'on semble être d'avis que la décision sur une demande de rectification devrait être prise par un juge⁹.

2. Le Ministre de Justice belge fit un autre choix. Conformément à la Circulaire, la demande de certifier une décision ou transaction judiciaire doit être introduite auprès le greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision parce qu'« *il ne s'agit pas d'un acte juridictionnel en tant que tel* ». La Circulaire ajoute qu'il appartient au greffier en chef de délivrer le formulaire contenant le certificat et qu'il doit également statuer sur les demandes de rectification ou de retrait. Partant, la tâche lourde et délicate du contrôle des conditions de l'article 6, 1, (et 10) du Règlement pèse sur les épaules des greffiers. La Circulaire insiste sur le fait « *qu'une demande ne peut être refusée qu'avec la plus grande prudence et en en mentionnant les motifs* » et indique que le demandeur peut toujours saisir le juge conformément au droit commun, en avouant en même temps que la procédure d'exequatur du Règlement Bruxelles I pourrait alors se montrer plus efficace.

La compétence de certifier un acte authentique en tant que TEE est dévolue au notaire. La Circulaire ne clarifie pas s'il soit possible d'introduire une demande de certification auprès d'un notaire quelconque ou si seulement le notaire qui a rédigé l'acte soit compétent¹⁰. Seulement le notaire qui délivra le certificat de TEE, est compétent pour les demandes de rectification et retrait du certificat.

3. L'on ne peut que critiquer la Circulaire et bien pour plusieurs raisons.

De prime abord, il est regrettable que l'on utilise une circulaire pour régler la matière au lieu de dispositions législatives ou réglementaires. La Circulaire même dispose qu'elle ne vaut que « *sous réserve de l'interprétation des cours et tribunaux* ». En d'autres mots, il n'est pas sûr que la Circulaire indique le bon chemin ! Une telle situation ébranle la sécurité juridique, quand même primordiale dans la problématique processuelle transfrontière. De plus, la question surgit si l'État belge pourra dans ces conditions respecter les obligations d'informations résultant de l'article 30, 1, du Règlement.

R. WAGNER, "Das Gesetz zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 805/2004 zum Europäischen Vollstreckungstitel - unter besonderer Berücksichtigung der Vollstreckungsabwehrklage", *IPRax* 2005, 416-440.

⁵ Erratum, *MB* 18 novembre 2005.

⁶ Cette notion est définie en article 4, 6, du Règlement.

⁷ R. HÜBTEGE, in *Festschrift für Erik Jayme*, 383; E. JEULAND, *Gaz. Pal.* du 2 et 28 mai 2005, 16; A. STADLER, *RIW* 2004, 805; A. STEIN, *IPRax* 2004, 189; R. WAGNER, *NJW* 2005, 1159.

⁸ C. KOHLER, "Quantensprung im europäischen Justizraum", *RIW* 2003/10, die erste Seite; H. PEROZ, *JDI* 2005, 656; A. STADLER, *RIW* 2004, 805; A. STEIN, *IPRax* 2004, 189; R. WAGNER, *IPRax* 2005, 402-403.

⁹ C. BAKER, *JCP Éd. G.* 2003, 990; E. JEULAND, *Gaz. Pal.* du 2 et 28 mai 2005, 16; H. PEROZ, *JDI* 2005, 656; H. TAGARAS in X., *Quelle justice pour l'Europe?*, 196.

¹⁰ Comparez la discussion en France: P. CALLÉ, "L'acte authentique établi à l'étranger – validité et exécution en France", *Rev. Crit. Dr. Intern. Pr.* 2005, 407; H. PEROZ, *JDI* 2005, 658.



Questions de fond sont naturellement si le greffier est l'instance la plus apte à accomplir la tâche lourde que la Circulaire lui confie et si son contrôle sera effectif. Une réponse négative aux deux questions semble s'imposer. Le contrôle des conditions de l'article 6, 1, du Règlement porte entre autre sur les règles compliquées de signification et notification ainsi que sur la compétence internationale de la juridiction d'origine. De plus, le greffier devra interpréter des notions juridiques comme « créance incontestée », dont le contenu exact n'est pas, malgré les définitions dans les articles 3 et 4 du Règlement, tout à fait clair¹¹. La Circulaire impose aux greffiers de motiver un refus de certification, ce qui implique qu'ils devront rédiger une sorte de décision. Il suit de ce qui précède que le greffier devra statuer sur des questions juridiques délicates et qu'il y a raison à qualifier la décision sur la demande de certification comme un acte juridictionnel. Il est clair que cela dépasse la compétence d'un greffier. Par contre, il n'est pas sûr qu'un contrôle par le greffier soit effectif. Le greffier, constatera-t-il que 'son' juge n'était pas compétent bien que celui-ci se déclarait compétent¹²? L'on peut en douter. Le manquement de contrôle effectif par une instance plus spécialisée ébranle la confiance mutuelle entre les États membres qui forme quand même le principe de base du système d'exequatur et exécution transfrontière dans la Communauté Européenne.

La Circulaire ne traite pas le système du droit européen d'exécution transfrontière d'une manière cohérente. Elle ne s'occupe pas de préciser la mise en œuvre des Règlement Bruxelles I et Bruxelles IIbis. La législation belge ne contient pas de base légale explicite qui confie la compétence de délivrer les certificats mentionnés aux articles 54 du Règlement Bruxelles I et 39 du Règlement Bruxelles IIbis. Bien que ça ne pose pas de vrais problèmes pratiques et que les greffes accomplissent cette tâche¹³, une réglementation explicite de cette compétence serait préférable¹⁴. De plus, il faut remarquer que, s'agissant également de l'abandon de la procédure d'exequatur dans l'État requis, les articles 41 et 42 du Règlement Bruxelles IIbis confient le contrôle dans l'État d'origine au juge.

Un dernier critique concerne l'interprétation du droit transitoire des articles 26 et 33 du Règlement. La Circulaire dispose que le Règlement n'est applicable qu'aux décisions, transactions et actes datant du 21 octobre ou plus tard. L'article 26 du Règlement dispose quand même que la date de repère est celle de l'entrée en vigueur du Règlement. Conformément à l'article 33 du Règlement cette date est le 21 janvier 2005 et pas le 21 octobre 2005, date à partir de laquelle le Règlement *est applicable*. Si l'on lit les dispositions littéralement, le Règlement est par conséquent applicable aux décisions, transactions et actes datant du 21 janvier 2005 ou plus tard¹⁵. La Circulaire ignore la différence entre la date d'entrée en vigueur et la date à partir de laquelle le Règlement est applicable.

4. Force est de constater que la Circulaire relative au TEE fait preuve d'une certaine nonchalance envers le droit européen d'exécution transfrontière. Il est à craindre qu'elle ne saura pas porter de sécurité juridique, ni promouvoir la confiance des autres États membres, ni faciliter l'application du TEE.

1. Sinds 21 oktober 2005 is de Verordening nr. 805/2004 tot invoering van een Europese executorialie titel (EET) voor niet-betwiste schuldvorderingen¹⁶, van toepassing¹⁷. De Verordening verwijst herhaaldelijk naar het nationale recht van de Lidstaten of vereist ten minste dat de regeling in de nationale wetgeving wordt uitgewerkt. Dat maakt uitvoeringsmaatregelen in iedere Lidstaat

¹¹ Voyez E. JEULAND, *Gaz. Pal.* du 2 et 28 mai 2005, 16.

¹² Voyez le scepticisme de C. KHOHLER, *RIW* 2003./10, die erste Seite.

¹³ Voyez: F. DUBOIS en M. SCIEUR, "L'exequatur en matière civile et commerciale: difficultés non résolues", *JT dr. eur.* 2004, 42.

¹⁴ Comparez les articles 509-1 et 509-2 du Nouveau Code de Procédure Civile française.

¹⁵ Bien que la certification en tant que TEE ne puisse être demandée à partir du 21 octobre 2005.

¹⁶ *PB* 2004 L 143, 15-39. Voor commentaren op die verordening, zie de rechtsleer aangehaald in voetnoot 1.

¹⁷ De bijlagen bij de Verordening werden vervangen bij Verordening nr. 1869/2005 (*PB* 2005 L 300, 6-18).



noodzakelijk¹⁸. Dat heeft bijvoorbeeld de Nederlandse en Duitse wetgever ertoe gebracht een uitvoeringswet uit te vaardigen¹⁹. In België heeft de FOD Justitie daarentegen gekozen voor het gebruik van een omzendbrief in plaats van nieuwe wettelijke bepalingen. Het gaat met name om de Omzendbrief betreffende de Verordening (EG) van het Europees Parlement en de Raad nr. 805/2004 tot invoering van een Europese executoriale titel voor niet-betwiste schuldvorderingen, gepubliceerd – onder een foutieve titel – in het *Belgisch Staatsblad* van 28 oktober 2005²⁰.

Een belangrijke vraag is wie bevoegd is om een beslissing, rechterlijke schikking of authentieke akte als EET te waarmerken. De Verordening vertrouwt die taak toe aan het ‘gerecht van oorsprong’²¹ – zonder verder te preciseren welke instantie de uiteindelijke verantwoordelijkheid draagt²² – (artikelen 6,1, en 24,1, van de Verordening) en, voor authentieke akten, aan de “*door de lidstaat van oorsprong aangewezen instantie*” (artikel 25 van de Verordening). Hetzelfde probleem rijst ten aanzien van de vorderingen tot rectificatie of intrekking van het bewijs van waarmerking als EET (artikel 10 van de Verordening). De waarmerking als EET kan enkel toegekend worden na controle van de in artikel 6, 1 van de Verordening opgesomde voorwaarden. De controle heeft bijgevolg betrekking op vrij technische regelen die nochtans van essentieel belang zijn ter bescherming van de rechten van verdediging en een eerlijke procesvoering. De rechtsleer benadrukt dat de controle van de voorwaarden van artikel 6, 1, van de Verordening niet gemakkelijk is en verlangt dat ze effectief is²³. In de Franse rechtsleer lijkt men van mening dat de beslissing over het verzoek tot waarmerking moet genomen worden door een rechter²⁴.

2. De Belgische Minister van justitie deed een andere keuze. Overeenkomstig de Omzendbrief, moet het verzoek tot waarmerking van een beslissing of gerechtelijke schikking als EET gericht worden tot de hoofdgriffier van het gerecht dat de beslissing wees “*aangezien het [...] niet gaat om een rechtsprekende handeling als zodanig*”. De Omzendbrief voegt eraan toe dat de hoofdgriffier de taak heeft het bewijs van waarmerking als EET af te leveren en hij evenzeer moet beslissen over de verzoeken tot rectificatie of intrekking ervan. Bijgevolg heeft de griffier de zware en delicate opdracht na te gaan of de voorwaarden van artikel 6, 1, (en 10) van de Verordening vervuld zijn. De Omzendbrief benadrukt dat de waarmerking “*slechts met de grootste omzichtigheid en met vermelding van de beweegredenen mag worden geweigerd*”. Hij wijst erop dat de verzoeker steeds de mogelijkheid heeft om in geval van weigering een gemeenrechtelijke procedure te starten voor de rechter, al wordt tegelijk toegegeven dat het gebruik van de in de Brussel I Vo voorziene exequaturprocedure in dat geval een efficiëntere oplossing is.

De bevoegdheid om een authentieke akte te waarmerken als EET wordt toegekend aan de notaris. De Omzendbrief maakt niet duidelijk of het verzoek kan gericht worden tot eender welke notaris, dan wel

¹⁸ R. WAGNER, *NJW* 2005, 1160.

¹⁹ Voor Nederland: Wet van 28 september 2005 tot uitvoering van verordening (EG) nr. 805/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 tot invoering van een Europese executoriale titel voor niet-betwiste schuldvorderingen, *Staatsblad* 2005, nr. 485; voor Duitsland: §§ 1079-1086 Zivilprozeßordnung neue Fassung (*BGBI.* I, Nr. 72, 9 décembre 2005, 3361-3362). Over de Duitse uitvoeringswet, zie: B. HESS, “Europäischer Vollstreckungstitel und nationale Vollstreckungsgegenklage”, *IPRax* 2004, 493-494; R. WAGNER, “Das Gesetz zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 805/2004 zum Europäischen Vollstreckungstitel - unter besonderer Berücksichtigung der Vollstreckungsabwehrklage”, *IPRax* 2005, 416-440.

²⁰ Erratum, *B.S.* 18 november 2005.

²¹ Zie de definitie van dat begrip in artikel 4, 6, van de Verordening.

²² R. HÜBTEGE, in *Festschrift für Erik Jayme*, 383; A. STADLER, *RIW* 2004, 805; A. STEIN, *IPRax* 2004, 189; R. WAGNER, *NJW* 2005, 1159.

²³ H. PEROZ, *JDI* 2005, 656; A. STADLER, *RIW* 2004, 805; A. STEIN, *IPRax* 2004, 189; R. WAGNER, *IPRax* 2005, 402-403.

²⁴ C. BAKER, *JCP Éd. G.* 2003, 990; E. JEULAND, *Gaz. Pal.* du 2 et 28 mai 2005, 16; H. PEROZ, *JDI* 2005, 656; H. TAGARAS in X., *Quelle justice pour l'Europe?*, 196.



enkel tot degene die de akte opstelde²⁵. In ieder geval is de notaris die de waarmerking verleende als enige bevoegd ze in te trekken of rectificeren.

3. De Omzendbrief moet op meerdere punten bekritiseerd worden.

Allereerst, valt het te betreuren dat gebruik werd gemaakt van een omzendbrief om de materie te regelen in plaats van wettelijke of reglementaire bepalingen. De Omzendbrief geeft zelf toe dat zij slechts geldt “*onder voorbehoud van de interpretatie van de Hoven en de rechtbanken*”. Het is met andere woorden niet zeker dat de regeling in de Omzendbrief juist is en aanvaard zal worden! Een dergelijke non-regel is nefast voor de rechtszekerheid die nochtans van essentieel belang is in aangelegenheden van grensoverschrijdende procedures. Bovendien rijst de vraag of de Belgische Staat in die omstandigheden wel zal kunnen voldoen aan haar uit artikel 30, 1, van de Verordening voortvloeiende informatieverplichting.

Inhoudelijke problemen zijn de vragen of de griffier wel de meest aangewezen persoon is voor de zware taak die de Omzendbrief hem oplegt en of zijn controle wel effectief zal zijn. Beide vragen lijken een negatief antwoord te verdienen. De controle van de in artikel 6, 1, van de Verordening opgesomde voorwaarden heeft onder andere betrekking op ingewikkelde materies als de betekening en kennisgeving, evenals de internationale bevoegdheid. Bovendien moet de griffier daarbij juridische begrippen hanteren – zoals de “niet-betwiste schuldvordering” – waarvan de inhoud niet steeds duidelijk is, ondanks de definities in de artikelen 3 en 4 van de Verordening²⁶. De Omzendbrief legt de griffiers de verplichting op een weigering van waarmerking te motiveren. Dat impliceert noodzakelijkerwijze dat zij een soort beslissing zullen moeten redigeren. De griffier zal dus moeilijke juridische kwesties moeten beslechten en zijn beslissing al dan niet te waarmerken lijkt als een jurisdictionele handeling gekwalificeerd te moeten worden. Dat overstijgt uiteraard de taak van de griffie. Minder duidelijk is of een controle door de griffier wel effectief zal zijn. Zal de griffier bijvoorbeeld beslissen dat ‘zijn’ rechter niet bevoegd was terwijl die zichzelf bevoegd verklaarde? Het valt te betwijfelen. Het gebrek aan een effectieve controle door een meer gespecialiseerde instantie ondermijnt het wederzijdse vertrouwen tussen de lidstaten dat nochtans het basisbeginsel is waarop het systeem van grensoverschrijdende tenuitvoerlegging in de Europese Gemeenschap rust.

De Omzendbrief bevat geen coherente benadering van het Europese recht betreffende grensoverschrijdende tenuitvoerlegging. Ze bevat geen uitvoeringsmaatregelen voor de Brussel I Vo en Brussel IIbis Vo. Er is in het Belgische recht geen expliciete bepaling die de bevoegdheid om de in de artikelen 54 Brussel I Vo en 39 Brussel IIbis Vo bedoelde certificaten af te leveren, regelt. Hoewel dat in de praktijk niet problematisch is en de griffies die taak uitvoeren, is een uitdrukkelijke regeling wenselijk²⁷. Er zij opgemerkt dat de artikelen 41 en 42 Brussel IIbis, die eveneens betrekking hebben op de afschaffing van de exequaturprocedure in de aangezochte lidstaat, de controlebevoegdheid in de staat van oorsprong legt bij de rechter.

Een laatste punt van kritiek betreft de interpretatie in de Omzendbrief van het overgangsrecht in de artikelen 26 en 33 van de Verordening. De Omzendbrief bepaalt dat de Verordening enkel toepasselijk is op beslissingen, schikkingen en akten die dateren van 21 oktober 2005 of later. Nochtans is de relevante datum volgens artikel 26 van de Verordening die van de *inwerkingtreding* van de Verordening. Welnu, overeenkomstig artikel 33 van de Verordening is dat 21 januari 2005 en niet 21 oktober 2005, datum waarop de verordening *van toepassing wordt*. Leest men de genoemde bepalingen letterlijk, dan is de Verordening van toepassing op beslissingen, schikkingen en akten die

²⁵ Vergelijk de discussie in Frankrijk: P. CALLÉ, “L’acte authentique établi à l’étranger – validité et exécution en France”, *Rev. Crit. Dr. Intern. Pr.* 2005, 407; H. PEROZ, *JDI* 2005, 658.

²⁶ Zie bijvoorbeeld: E. JEULAND, *Gaz. Pal.* du 2 et 28 mai 2005, 16.

²⁷ Zie bijvoorbeeld de regeling ervan in Frankrijk: artikelen 509-1 en 509-2 van de Franse Nouveau Code de Procédure Civile.



dateren van 21 januari 2005 of later²⁸. De Omzendbrief gaat voorbij aan het onderscheid tussen de datum van inwerkingtreding en de datum waarop de verordening van toepassing wordt.

4. Uit het bovenstaande blijkt dat de Omzendbrief blijk geeft van nonchalance ten aanzien van het Europese recht betreffende grensoverschrijdende tenuitvoerlegging. Het valt te vrezen dat de Omzendbrief niet de nodige rechtszekerheid zal brengen, noch het vertrouwen van andere lidstaten kan ondersteunen, noch de toepassing van de EET zal vergemakkelijken.

Henri Storme
Aspirant NFWO
Instituut Internationaal Privaatrecht
Universiteit Gent

²⁸ Dat neemt uiteraard niet weg dat de waarmerking als EET slechts mogelijk was met ingang van 21 oktober 2005.

